

L'alternance politique sous le signe du populisme en Europe centrale

par Jacques Rupnik

En un an les élections dans les quatre pays du groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie) ont bouleversé le paysage politique de l'Europe centrale. Annoncée en Pologne en octobre 2005 par la victoire aux législatives et aux présidentielles du parti Droit et justice (PiS) des frères Kaczynski, l'alternance s'est poursuivie en juin 2006 en République tchèque par celle du parti démocratique civique (ODS), qui a obtenu 35 % des voix, et en Slovaquie par celle du parti Smer (Direction) de Robert Fico (près de 30 % des suffrages). Seule la Hongrie a réélu en mai le gouvernement des socialistes alliés aux libéraux sous la direction de Ferenc Gyurcsany, avant de connaître en septembre-octobre un troisième tour dans la rue, provoqué par un aveu de mensonge du Premier ministre sur l'état de l'économie et des finances publiques¹. Si l'on ajoute à cela la présence en Bulgarie de Volen Siderov, du parti ultranationaliste Ataka, au second tour de la présidentielle en octobre 2006, on découvre une situation nouvelle et à bien des égards préoccupante de la démocratie en Europe du Centre-Est.

Les populistes de droite en Pologne et de gauche en Slovaquie dirigent maintenant des gouvernements alliés à des partis nationalistes extrémistes et europhobes. A Budapest, le principal parti d'opposition, le Fidesz, a appelé ses supporters à manifester devant le Parlement afin d'obtenir la démission du gouvernement, le jour même où ce Parlement venait de confirmer par un vote de confiance le résultat des élections de mai dernier. A Prague, un gouvernement minoritaire de droite, qui après six mois de querelles et de mobilisation contre la « menace communiste » n'a pas obtenu la confiance du Parlement, mène une purge à grande échelle de la haute administration. Enfin, l'annonce de l'entrée des Bulgares dans l'Union européenne a transformé la campagne présidentielle en une confrontation entre un ex-communiste qui se dit pro-européen et un proto-fasciste qui déclare détester les Turcs, les Tziganes et les Juifs. Quelles sont les raisons et les implications de cette montée des populismes ?

La première observation concerne évidemment l'instabilité politique et l'imprévisibilité des acteurs dans la plupart des pays de la région. Plus inquiétante peut-être est l'érosion de la confiance dans les institutions démocratiques. Selon un récent sondage de Gallup International, les citoyens d'Europe centrale se révèlent être les plus sceptiques quant à l'état de la démocratie : ils ne sont qu'un tiers environ à avoir confiance dans le processus démocratique.

Une caractéristique de ces mouvements populistes tient à ce qu'ils ne sont pas antidémocratiques, mais antilibéraux. Si la démocratie signifie la légitimité populaire et le constitutionnalisme (la séparation des pouvoirs), les populistes acceptent la première et rejettent le second, et plus précisément l'idée que les normes constitutionnelles et la démocratie représentative priment sur les valeurs et les griefs « légitimes » du peuple. La version polonaise de la « politique des valeurs » est à l'évidence fondée sur l'hypothèse que quand on touche à des questions comme l'avortement, l'homosexualité ou la peine capitale, un « ordre moral » fondé sur la religion doit prévaloir sur les libertés garanties par un libéralisme laxiste. Interrogé sur son intention de retirer le darwinisme du programme des lycées, le ministre polonais de l'Education a répondu que « nous nous sommes assez longtemps passés de tolérance. Et nous allons nous en passer aujourd'hui aussi ». En Slovaquie, la réaction antilibérale s'applique aussi aux minorités nationales. Si dans la pratique il n'y a eu aucun

¹ Le déficit est à 10 % du PNB, ce qui compromet les perspectives d'entrée dans l'Euro et a provoqué une baisse de la note de Standard & Poor's, qui est passée de A- à BBB+ (*Le Monde*, 20 juin 2006). Le Premier ministre a voulu justifier le revirement de sa politique économique au lendemain des élections en admettant, lors d'une réunion du Parti socialiste, qu'il avait systématiquement menti sur l'état de l'économie pendant la campagne électorale.

changement significatif, le discours tenu n'est plus le même : Jan Slota, le chef du Parti national slovaque, aurait dit qu'il enviait les Tchèques d'avoir expulsé les Allemands, et que cela ne le gênerait pas d'offrir un aller-simple pour Mars à Béla Bugár, le chef de la minorité hongroise. La légitimation du discours xénophobe est un des traits caractéristiques de l'attaque portée contre le libéralisme politique.

Les pays du groupe de Visegrad ne font plus grand chose ensemble, mais ont en commun une polarisation politique intérieure aiguë. C'est ici que la culture politique communiste a laissé l'empreinte la plus flagrante : il ne s'agit pas de se confronter à un adversaire politique avec qui se disputer ou négocier, mais à un ennemi qu'il faut détruire.

Le tournant antilibéral a aussi un aspect socio-économique. Après quinze ans d'économie de marché, les populistes de Varsovie, Bratislava ou Budapest prônent le retour de l'Etat. En fait, ils annoncent le retour de la question sociale. Les perdants de la transition ne peuvent pas vraiment s'enthousiasmer pour les mérites de la *flat tax* ou la rhétorique des « nouveaux tigres des Tatras », un des slogans préférés de l'ancien gouvernement slovaque. Depuis quinze ans, les partis socialistes ont soutenu les politiques économiques libérales : il n'est donc pas surprenant que la question sociale revienne à droite (Kaczyński ou Orban), avec un arrière-fond nationaliste et protectionniste. Les populistes ont détruit le mythe de la nouvelle Europe libérale.

La deuxième caractéristique de la vague populiste est-européenne est sa remise en cause du consensus qui avait uni les élites depuis 1990. Les gouvernements vont et viennent, mais ils ont dans l'ensemble mené des politiques intérieures favorables à l'économie de marché et une politique extérieure tournée vers l'Otan et l'Union européenne. Le défi populiste à la modernisation conduite par les élites politiques et technocratiques dans les années 1990 a pris deux formes : un tournant anticorruption, d'une part, et d'autre part comme une « décommunisation »². On trouve en Pologne une intéressante combinaison des deux, avec la dénonciation du « péché originel » du compromis de 1989 entre les élites dissidentes modérées et les élites communistes modérées, qui avait permis une transition en douceur. Cette « faute morale et politique » aurait permis aux ex-communistes de convertir leur pouvoir politique en pouvoir économique et aurait fait le lit de la corruption qui a accompagné le processus de privatisation. D'où la nécessité d'une attaque sur les deux fronts : la lutte contre la corruption et la décommunisation, qui est un leitmotiv des jumeaux Kaczyński, d'Orban, et dans une certaine mesure du parti de droite (ODS) qui est aux affaires à Prague.

Troisième caractéristique de cette vague populiste, la réticence ou l'opposition absolue à l'intégration européenne. Les coalitions pro-européennes se sont épuisées et désintégrées dans les retombées immédiates de l'élargissement. De façon significative, les Premiers ministres polonais, tchèques et hongrois ont dû démissionner en 2004 dans les jours ou les semaines qui ont suivi la réalisation de la tâche « historique » du « retour en Europe ». Les nationalistes populistes se présentent comme les seuls défenseurs de l'identité et de la souveraineté nationale contre les « menaces externes », comme le dit Kaczyński, qui ne manque jamais une occasion de souligner que la Pologne n'est dans l'Union européenne que pour défendre ses intérêts légitimes. L'UE est la cible parfaite, puisque ce projet libéral, élitiste et supranational représente une combinaison de la plupart des griefs mentionnés.

Un constat s'impose : l'hypothèse selon laquelle l'élargissement contribue à stabiliser le système politique des nouvelles démocraties ne semble donc fonctionner que pour la phase qui précède l'intégration. Une fois l'Union rejointe, la posture dominante semble être quelque chose comme « maintenant nous pouvons leur montrer qui nous sommes vraiment ». Dans certains cas on perçoit une étrange satisfaction à rallier l'Europe pour s'opposer à ceux qui pendant un demi-siècle l'ont construite « sans nous », ont parlé de l'Europe ou en son nom « sans nous prendre en compte ». Fatigués d'être les élèves de l'Europe, les populistes nationalistes à l'est du continent semblent avoir

² Cf. Alexander Smolar, « Les radicaux au pouvoir et la transformation de la Pologne », in *Pouvoirs*, n° 118, 2006, pp. 101-112 (numéro spécial consacré à la Pologne).

depuis longtemps envie de dire quelle sorte d'Europe ils avaient eux-mêmes en tête, une « Europe d'Etats-nations souverains », une « Europe chrétienne » opposée à sa version matérialiste, décadente, laxiste et supranationale.

Quel peut être l'impact de cette poussée populiste sur l'Union européenne ? La première conséquence, et la plus immédiate, est qu'elle n'aidera guère à promouvoir de nouveaux élargissements, à l'heure où ceux-ci ne sont pas particulièrement populaires, notamment au sein des Etats fondateurs de l'Union. On ne peut, comme le font quotidiennement Kaczynski ou Klaus, décrire l'UE comme une menace et demander en même temps que les avantages de l'adhésion soient étendus à l'Est à une longue liste de candidats potentiels commençant par l'Ukraine et allant jusqu'au Caucase. Il est problématique d'affirmer, comme l'a fait le président roumain, que sa priorité numéro un est l'« axe stratégique » Washington-Londres-Bucarest et d'annoncer, avant même d'avoir rejoint l'Union, que la Moldavie et les pays de la mer Noire doivent en devenir membres eux aussi.

La deuxième implication tient en ce que les populistes de l'Est ne menacent pas l'Union d'une désagrégation proche, mais d'une érosion régulière du lien politique entre les membres. Les populistes est-européens ne semblent pas apprécier le fait que les avantages considérables que leurs pays tirent de l'adhésion dépendent de l'existence d'un lien politique fort. Si des populistes obsédés par la défense exclusive de leurs « intérêts nationaux » devaient acquérir durablement des positions dominantes, ils pourraient bien affaiblir la volonté de poursuivre et développer des politiques communes, voire encourager des renationalisations qui ne seraient précisément pas dans l'« intérêt national » des nouveaux Etats-membres.

Il y a cependant deux raisons au moins de considérer cette situation comme préoccupante sans pour autant sombrer dans le catastrophisme. La première est que le populisme est soumis à des cycles. Les populistes parviennent au pouvoir sur une vague anticorruption, pour « nettoyer la maison » ; mais dès qu'ils s'installent dans la maison, ils risquent d'être identifiés aux pratiques qu'ils ont dénoncées. La suite de l'histoire (comme on le voit en Pologne) est alors le clientélisme et l'appropriation de l'Etat par les partis au pouvoir, plutôt qu'une poursuite de la radicalisation.

La deuxième raison concerne l'efficacité de la contrainte européenne. Le consensus européen de la dernière décennie a parfois été accusé de vider de sa substance la concurrence politique dans les pays candidats, et de contribuer ainsi au contrecoup populiste qui a fait de l'Europe un bouc émissaire. Mais l'Union européenne peut aussi devenir une contrainte pour les populistes comme l'ont amplement démontré les exemples antérieurs : autrichien (Haider), italien (Bossi), belge (Vlamsblok), hollandais (Pym Fortuyn) ou danois (Rasmusen). Le populisme centre-est européen sera-t-il soluble dans l'Europe ?